

*Hen Benndorf et Spiriblas*

EMBASSY OF SWITZERLAND

WASHINGTON D.C. 20008, 7 juillet 1966

2900 Cathedral Avenue N.W.  
Telephone HO 2-1811 / 7

Ref.: Md/mp

POLITIQUE BERNE  
R.P. No 45  
par courrier

cn						c/a
Datum						19.7.
Visa						ju
EPD						
Ref. 18. Juli 1966 p.A. 21. 31. Washington.						

COUP D'OEIL SUR LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS EN  
AMERIQUE LATINE

---

Le 6 de ce mois, j'ai fait une visite à M. Lincoln Gordon, Assistant Secretary of State for Interamerican Affairs, avec qui j'ai eu une conversation de près d'une heure. Par sa franchise, il a sans doute voulu témoigner son estime pour les services que nous rendons aux Etats-Unis à Cuba.

M. Gordon connaît la Suisse où il a séjourné dès son enfance, à l'âge de 11 ans. Il fut un des membres de la mission à Paris chargée d'administrer l'aide Marshall, de 1949 à 1951. Son dernier poste à l'étranger a été celui d'Ambassadeur au Brésil, de 1961 à 1965.

Il m'a rappelé incidemment qu'au temps où il était à Paris, il était opposé aux conceptions de M. Jean Monnet, qui avaient été adoptées par les plus influents des diplomates américains en France (MM. Bruce, Bowie, Tomlinson). Lui-même était partisan d'une intégration de l'Europe moins rigide mais plus large.



## 1. Cuba

Dès le début de l'entretien, M. Gordon a manifesté sa satisfaction de la manière dont nous défendons les intérêts des Etats-Unis à Cuba. "Vous êtes devenus une sorte de spécialistes dans ce domaine, remarqua-t-il. Si maintenant vous réussissez, en offrant un bateau suisse, à résoudre le problème des citoyens américains restés à Cuba, beaucoup de gens, aux Etats-Unis, vous seront énormément reconnaissants" ("enormously grateful"). Il semble en particulier que de nombreux membres du Congrès s'intéressent au sort de ces quelques centaines de citoyens américains.

Je fis remarquer à M. Gordon que l'influence de Fidel Castro en Amérique latine paraissait être en déclin et j'émis l'hypothèse que cela est dû en partie à ses difficultés internes.

M. Gordon répondit que le fait était certain et que mon explication était partiellement valable, mais qu'elle devait être complétée. Le prestige ("glamour") de Castro en Amérique latine a d'ailleurs toujours varié suivant les pays. Dans les plus grands, comme le Brésil et l'Argentine, Cuba a toujours été considérée comme une petite île sans grande importance. En revanche, il est exact que Castro a, pendant plusieurs années, inspiré de vives craintes aux pays de l'Amérique centrale, au Venezuela et à un ou deux autres pays encore. Mais son prestige a reçu un premier coup grave lors de la crise des fusées

- 3 -

d'octobre 1962. "J'étais au Brésil à ce moment-là, dit M. Gordon. J'ai pu constater moi-même combien la gauche brésilienne fut consternée ("dismayed") de voir que Castro n'était qu'un fantoche dans la main de Nikita Khrushchev et que celui-ci avait retiré ses fusées de Cuba sans même le consulter". Un deuxième coup au prestige de Castro fut la disparition de Che Guevara, qui, pour M. Gordon, reste un mystère. (Son hypothèse personnelle est qu'il doit être mort, à moins qu'il soit détenu dans un institut psychiatrique).

Actuellement, le déclin du prestige castriste est illustré par le fait que le nombre des étudiants latino-américains qui se rendent à Cuba a fortement diminué. Il semble également, mais cela n'est pas sûr, que le flot de la propagande et des fonds destinés aux agents de subversion en Amérique latine est devenu beaucoup plus mince.

## 2. République Dominicaine

---

Au moment des élections de cette année, M. Gordon était en train de participer à une conférence privée entre intellectuels des deux parties de l'hémisphère, au Pérou (si j'ai bien compris). Le thème de la conférence était: intervention et non-intervention. La République Dominicaine se trouvait donc au premier plan des préoccupations.

Le sentiment général de la conférence fut, selon



- 4 -

M. Gordon:

a) Que l'intervention militaire américaine avait été illégale. M. Gordon lui-même, à titre personnel, reconnaît que les efforts déployés par le service juridique du Département d'Etat pour la justifier n'ont pas été très convaincants en regard de la Charte de l'OEA.

b) Cependant, le fait que des élections libres avaient eu lieu et qu'elles avaient donné la majorité à Balaguer signifiait deux choses: que les Etats-Unis pensent ce qu'ils disent ("mean what they say") et voulaient réellement assurer au peuple dominicain le droit de choisir librement ses dirigeants; d'autre part, que Juan Bosch n'avait aucun droit à se considérer comme le représentant de la majorité du peuple dominicain.

Touchant l'avenir, M. Gordon manifeste un optimisme prudent. Il caractérise M. Balaguer comme un homme modeste, sans ostentation et intellectuellement cultivé. Un autre facteur positif est constitué par le fait que Juan Bosch semble vouloir faire de l'"opposition constructive" et a autorisé deux membres de son parti à participer au gouvernement.

Sur le plan économique, il y a lieu d'espérer que M. Balaguer réussira à améliorer les méthodes d'exploitation et d'administration dans le secteur public de l'économie sucrière. Il y a d'autre part des possibilités de développer la culture du maïs et le tourisme.

La République Dominicaine a deux avantages sur Haïti: elle n'a pas comme celle-ci un "régime misérable" et elle

bénéficie de meilleures conditions naturelles.

### 3. Argentine et Brésil

M. Gordon était au Brésil lorsque le régime Goulart fut renversé. Je l'interroge donc sur les raisons qui ont amené les Etats-Unis à adopter à l'égard du coup d'Etat militaire en Argentine une attitude beaucoup plus réservée qu'au Brésil. M. Gordon répond qu'il y a de grosses différences entre les deux cas.

a) Au Brésil, M. Goulart était en train d'installer, au mépris de la constitution, un régime dictatorial. En revanche, les militaires se montrèrent, au moins au début, relativement respectueux envers la constitution, puisque le président provisoire Marzili fut élu, le 2 avril 1965, par le congrès, ce qui amena le Président Johnson à lui envoyer un télégramme de félicitations. Il est vrai que l'acte constitutionnel du 9 avril appelle davantage de réserves et il est possible que, si les militaires l'avaient promulgué dès le début, les Etats-Unis se fussent montrés plus réticents. Mais, après avoir été accordée, la reconnaissance ne pouvait plus être retirée.

b) En revanche, les militaires argentins n'ont rien laissé subsister des institutions légales. Ils ont fait "tabula rasa" contre un gouvernement qui, au contraire de celui de M. Goulart, s'était montré infiniment - et peut-être même trop - respectueux des procédures consti-

- 6 -

tutionnelles. Aussi, comme le Président Johnson l'a dit au cours de sa conférence de presse du 5 de ce mois, les Etats-Unis regrettent-ils ce qui vient de se passer en Argentine.

Cependant, il ne fait guère de doute que la grande majorité des pays de l'hémisphère finiront par reconnaître le nouveau régime. La Bolivie l'a déjà fait; au moment de l'entretien, le Brésil avait fait savoir qu'il avait l'intention de le faire incessamment. La plupart des autres pays, se fondant sur les résolutions de l'Organisation des Etats Américains du mois de novembre dernier, continueront leurs consultations pendant quelque temps encore. Pour leur part, les Etats-Unis chercheront à s'assurer, comme ils l'avaient fait notamment au Pérou, que le nouveau régime entend bien se donner une légitimité démocratique. Mais, pour l'instant, tout contact officiel est suspendu. Le Venezuela, pour sa part, semble déterminé à ne pas rétablir les relations diplomatiques.

#### 4. Problèmes politiques généraux

a) Le résultat des élections en République Dominicaine a établi le bien-fondé d'une des thèses favorites de M. Lincoln Gordon, selon laquelle le centre est, en Amérique latine, beaucoup plus fort qu'on ne le croit généralement. Dans tout le continent, les classes moyennes s'affirment de plus en plus. C'est évidemment un facteur de stabilité.



- 7 -

b) Le grand discours prononcé récemment par le Sénateur Robert Kennedy (dont je vous remets trois exemplaires en annexe) n'a pas manifesté de désaccord fondamental avec l'Administration Johnson. M. Gordon a donc été satisfait de ce discours et en a même été surpris en bien, après le comportement bruyant et souvent discourtois du Sénateur en Amérique latine.

c) M. Gordon reconnaît volontiers que les propositions américaines de constitution d'une "force de paix interaméricaine" sont sans perspective de succès, car, aux yeux des pays latino-américains, elle serait un instrument des Etats-Unis. M. Gordon considère cette attitude comme normale. Il est tout à fait compréhensible que ces pays désirent assurer eux-mêmes leur sécurité. A plus forte raison convient-il que les Etats-Unis continuent à leur fournir une assistance militaire suffisante, en dépit des sénateurs (M. Fulbright notamment) qui voudraient la réduire fortement. (Il est vrai que le Sénateur Fulbright s'en prend surtout à certaines livraisons de matériel militaire dont l'utilité pour la préservation de l'ordre intérieur reste à démontrer; exemple: les avions de chasse supersoniques).

## 5. Situation économique

---

Comme l'a dit récemment le Sous-Secrétaire d'Etat George Ball et comme le Président Johnson l'a répété au cours de sa conférence de presse du 5 de ce mois, l'Amérique latine est une des régions du monde dont l'évolution est, pour les Etats-Unis, un motif de satisfaction. Ils en sont même "très fiers", selon le Président Johnson. Il est vrai que les progrès sont inégaux de pays à pays. Ils sont particulièrement encourageants en Amérique centrale et au Pérou notamment.

Il est certain qu'un vent de changement souffle sur l'Amérique latine et qu'on le doit en grande partie à l'élan imprimé par la personnalité charismatique du Président Kennedy. N'est-il pas étonnant, observe M. Gordon, de voir comment des pays très attachés à leur souveraineté en sont venus à accepter de prendre des engagements internationaux visant des réformes internes dans les domaines agraire et fiscal notamment?

Les Etats-Unis, selon M. Gordon, estiment que l'UNCTAD, sous la direction de M. Prebisch, exagère l'importance des relations économiques avec l'étranger et sous-estime celle des réformes intérieures. En définitive, ce sont plutôt celles-ci qui feront la décision. A cet égard, l'Alliance pour le progrès est, sur le plan international, par l'impact qu'elle exerce sur l'ordre intérieur des pays membres, un utile contrepoids à l'UNCTAD.



- 9 -

D'ailleurs les Etats-Unis ne peuvent accepter que les "terms of trade" dont ces pays jouissent actuellement soient considérés comme sacrés, quelle que soit l'évolution des rapports économiques internationaux et de la consommation extérieure.

Néanmoins, les "terms of trade" de l'Amérique latine se sont, dans l'ensemble, plutôt améliorés au cours de ces dernières années. Parmi les exceptions, M. Gordon signale le coton, dont le prix, par la faute des Etats-Unis, est tombé de 10%, et le sucre, qui est meilleur marché que jamais. (Il est vrai que, dans le cas du sucre, les quotas sont plus importants que les prix). En revanche, l'évolution est favorable dans presque tous les autres domaines.

Il faudra cependant que l'Amérique latine diversifie sa production, comme le Pérou, par exemple, a très bien su le faire au cours de ces dernières années. Il n'y a aucune raison pour que l'Amérique latine ne devienne pas concurrentielle sur les marchés mondiaux.

Il n'en subsiste pas moins qu'elle subit deux lourds handicaps: le fardeau des dettes extérieures et l'explosion démographique.

## 6. Politique commerciale

Comme la Suisse, les Etats-Unis n'ont pas fléchi dans leur opposition aux préférences tarifaires régionales. Ils ont seulement promis aux pays latino-américains de

- 10 -

tenir compte de leurs intérêts dans les négociations tarifaires en cours sur le plan mondial.

Les Etats-Unis restent donc fermement attachés à la clause de la nation la plus favorisée. Toutefois, si les résultats du Kennedy Round devaient être très décevants, les Etats-Unis pourraient être amenés à reconsidérer leur politique.

Il y a, selon M. Gordon, deux idées dans l'air:

a) celle de préférences universelles accordées par les pays industrialisés aux pays en développement;

b) celle de préférences régionales interaméricaines que l'Amérique latine appelle défensives, car elles devraient servir d'arme contre les préférences accordées par le Marché Commun européen aux pays associés d'Afrique et pourraient être démantelées si ces dernières l'étaient également.

  
F. Schnyder

Annexes.

1 Congressional Record  
[ en 3 ex ]